

# L'ISLAMOSPHERE

*Intellectuels, responsables politiques ou acteurs associatifs, ils investissent l'espace médiatique. A leurs yeux, le musulman incarne la nouvelle figure de l'opprimé et il importe de le défendre contre l'homme blanc, qu'ils accusent de toutes les fautes.*

PAR JUDITH WAINTRAUB AVEC VINCENT NOUZILLE

**P**eu importe l'origine, la religion, la couleur de peau ou le sexe. L'islamosphère est un club dont les membres se cooptent selon un seul critère : la lutte contre l'opresseur, à savoir l'homme blanc ou, à l'occasion, la femme blanche de plus de 50 ans, et leurs complices arabes. Ils honnissent Alain Finkielkraut, dont ils dénoncent régulièrement l'« hystérie » contre l'islam, Elisabeth Badinter, qui a le culot de « ne pas craindre d'être traitée d'islamophobe », et peut-être plus encore Kamel Daoud, coupable entre autres méfaits d'avoir dénoncé « la misère sexuelle dans le monde arabo-musulman, le rapport malade à la femme » après les agressions de la nuit du Nouvel An à Cologne, en 2016.

L'islamosphère étend son influence dans le monde intellectuel, politique, dans les médias et les réseaux associatifs. Elle a ses rendez-vous annuels, comme les Y'a bon Awards. Sous couvert de « distinguer » les auteurs de propos racistes, cette cérémonie s'est muée en tribunal médiatico-mondain de l'« islamophobie ». Le « camp d'été anticolonial » est également très prisé, même s'il est « réservé uniquement aux personnes subissant à titre personnel le racisme d'Etat en contexte français », autrement dit, s'il est interdit aux Blancs.

## LE NOYAU DUR

Les membres de l'islamosphère entretiennent des liens à géométrie variable avec les organisations musulmanes de France, elles-mêmes travaillées par la montée du fondamentalisme. Ces associations, cen-

sées organiser le culte et représenter une « communauté » en plein essor évaluée entre 4 et 7 millions de personnes, étaient à l'origine regroupées par nationalités. C'était ce que l'on appelait « l'islam consulaire », avec quatre organisations principales : la Fédération nationale de la Grande Mosquée de Paris, proche de l'Algérie ; la Fédération nationale des musulmans de France et sa branche dissidente, le Rassemblement des musulmans de France, soutenus par le Maroc ; le Comité de coordination des musulmans turcs de France, sous l'influence d'Ankara.

Ce quadrillage historique a progressivement perdu de son emprise, notamment du fait de la poussée de trois formes de fondamentalisme. Le plus ancien est celui des pays du Golfe comme l'Arabie saoudite, qui diffuse le wahhabisme, idéologie religieuse ultrarigoureuse, et finance la construction de mosquées, comme celles de Strasbourg, Saint-Denis et Cergy. Plus récemment, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) - rebaptisée Musulmans de France (MDF) en avril dernier - s'est imposée comme un acteur majeur. Fondée en 1983 par des étudiants tunisiens dans la mouvance des Frères musulmans - une organisation d'origine égyptienne prônant l'instauration d'une société islamique régie par la charia -, l'UOIF est très active sur le terrain social. Son président actuel, Amar Lasfar, recteur de la mosquée de Lille-Sud, appelle officiellement au respect des valeurs de la République. « Mais grâce à l'UOIF, les Frères musulmans ont réussi leur implantation ici, notamment avec des visées communautaristes, comme l'ouverture d'écoles privées musulmanes », estime Mohamed Louizi, un ancien cadre de cette organisation, auteur

du livre *Pourquoi j'ai quitté les Frères musulmans* (Michalon). Enfin, la mouvance salafiste, très minoritaire mais la plus radicale, s'est implantée sur le territoire de manière plus souterraine, sans organisation fédératrice. Selon le ministère de l'Intérieur, elle contrôle au moins 120 lieux de culte sur les 2 500 que compte le pays.

## LE CCIF

Entre l'islam culturel et l'islam « citoyen », il existe des passerelles, au premier rang desquelles le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), créé en 2003. Le CCIF, qui revendique 14 000 membres, continue son combat fondateur contre la loi de 2004, qui proscriit le port des signes religieux ostentatoires à l'école. Il dénonce aussi celle de 2010, qui a notamment interdit le voile intégral dans la rue, ou encore la loi El Khomri de 2016, qui permet aux employeurs d'imposer une « neutralité idéologique et religieuse » à leurs salariés. Pour le CCIF, ces textes sont — des « permis de discriminer ». Centré sur la lutte contre les « actes islamophobes », le CCIF les recense à sa manière. Aux agressions et menaces déjà dénombrées par le ministère de l'Intérieur, le CCIF y ajoute des discriminations et cas n'ayant pas forcément fait l'objet de plaintes. « Le CCIF a une conception très large de l'islamophobie », analyse l'historien du droit Jean-Christophe Moreau, coauteur du livre *Islamophobie, la contre-enquête* (Plein Jour). Selon lui, le CCIF inventorie des actes selon des critères qui dénotent « un déire de persécution, voire une complaisance à l'égard de l'islam radical », tels que des expulsions d'imams controversés ou des fermetures de mosquées proches de la mouvance salafiste. Depuis les attentats du 13 novem-

L'Islamosfera

bre 2015, le CCIF dénonce la montée d'une « islamophobie sécuritaire ». Très actif sur les réseaux sociaux avec ses 350 000 soutiens, le CCIF n'a aucun lien officiel avec les organisations musulmanes culturelles, dont il a longtemps critiqué la relative passivité. Mais ses dirigeants sont régulièrement invités au rassemblement annuel de l'UOIF au Bourget, tandis que l'islamologue suisse Tariq Ramadan, petit-fils du fondateur des Frères musulmans en Egypte, participe à des galas de levée de fonds pour le CCIF.

### LES INTELLECTUELS

Tariq Ramadan présente bien, ce qui lui a valu d'être omniprésent dans les médias jusqu'à ses déclarations en faveur d'un « *marocain* » sur la lapidation des femmes adultères. S'il est - un peu - moins souvent invité, ses ouvrages font toujours recette, notamment au salon de l'UOIF au Bourget. Récemment, ils'y est illustré en déclarant à propos de Mohamed Merah, auteur des tueries de Toulouse et de Montauban, que « *ce pauvre garçon* » était, certes, « *coupable et à condamner* », mais qu'il fut lui-même « *la victime d'un ordre social qui l'avait déjà condamné, lui et des millions d'autres, à la marginalité, à la non-reconnaissance de son statut de citoyen à égalité de droit et de chance* ». « *Mohamed, au nom si caractérisé, fut un citoyen français issu de l'immigration avant de devenir un terroriste d'origine immigrée. Son destin fut très tôt enchaîné à la perception que l'on avait de ses origines* », a affirmé Tariq Ramadan devant un public acquis à ses thèses.

Des monuments de l'intelligentsia française, Edgar Morin en tête, fréquentent volontiers l'islamologue. Le sociologue vient même de publier aux Editions Don Quichotte *L'Urgence et l'Essentiel*, un dialogue avec Tariq Ramadan. Edgar Morin a très tôt introduit dans le débat public l'idée que les musulmans étaient les nouveaux damnés de la terre. Accusant Alain Finkielkraut de « *penser que les musulmans sont inassimilables* », le sociologue conteste toute recrudescence de l'antisémitisme. Selon lui, ce terme est brandi pour fournir à Israël des justifications à sa politique. Une thèse proche de celle défendue par Pascal Boniface. Fondateur et directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), il a essayé en vain au début des années 2000 d'infléchir la position du PS, qu'il estimait « *trop pro-israélienne* ». Plus récemment, il a jugé que l'impact du terrorisme islamiste était « *sans commune mesure avec le nombre de morts qu'il peut susciter* ». « *Ne tombent-on pas dans le piège des terroristes en leur donnant tant d'importance ?* » s'est-il interrogé.

Emmanuel Todd est encore plus catégorique. Le sociologue a écrit dans *Qui est Charlie ?* (Seuil), son livre sur les manifes-

tations qui ont suivi les attentats de 2015 : « *La focalisation sur l'islam révèle en réalité un besoin pathologique des couches moyennes et supérieures de détester quelque chose ou quelqu'un, et non pas simplement la peur d'une menace montant des bas-fonds de la société, même si le nombre des départs de jeunes djihadistes vers la Syrie ou l'Irak mérite aussi une analyse sociologique.* » Selon lui, « *la xénophobie, hier réservée aux milieux populaires, migre vers le haut de la structure sociale. Les classes moyennes et supérieures cherchent leur bouc émissaire.* » « *On est dans une blesure narcissique, la nostalgie d'une Europe dominante. (...) La laïcité est devenue un instrument de guerre contre ceux qui mettent en péril notre culture* », estime en écho Raphaël Liogier, un autre sociologue, tandis que l'historien Jean Baubérot précise l'accusation : « *Pour l'extrême droite, une partie de la droite, et même pour certaines personnes à gauche, la défense de la laïcité est devenue un moyen de stigmatiser les musulmans.* »

La lutte contre l'« islamophobie » peut aussi passer par la recherche de justifications sociales à la délinquance, et dans ce registre, la jeune génération n'est pas en reste. Geoffroy de Lagasnerie, sociologue et philosophe né en 1981, s'est fait remarquer en écrivant le 14 septembre dans *Libération* une tribune « *En défense des accusés du quai de Valmy* ». Ces individus sont passés en correctionnelle pour avoir incendié une voiture de police avec ses occupants dans le cadre d'une manifestation du collectif Urgence notre police assassine. « *Réagir de manière politiquement juste à ce qui s'est passé le 18 mai 2016 devrait consister à affronter ces questions et à en tirer les leçons, pas à s'indigner, ou à distribuer quelques années de prison à des militants qui n'ont au fond fait qu'exprimer par leurs actes une inquiétude et une colère collective* », préconise le sociologue-philosophe.

### LES RELAIS MÉDIATIQUES

« *Les islamo-gauchistes sont certes une minorité, remarque la philosophe Elisabeth Badinter, mais influente et largement relayée par des grands médias et journalistes de gauche qui, par là même, se coupent du pays réel.* » Mediapart et *Libération* ouvrent régulièrement leurs colonnes à des associations qui gravitent autour de l'islamosphère, ou hébergent des blogueurs qui en font partie. Edwy Plenel, cofondateur de Mediapart, estime qu'« *aujourd'hui, l'islam est devenu le bouc émissaire principal dans les discours intellectuels, politiques et médiatiques* ». En 2015, il a écrit un essai intitulé *Pour les musulmans* (La Découverte). « *Pour les musulmans n'est pas un message de compassion pour des victimes, explique-t-il. C'est un livre d'égal à égal, pour dire aux musulmans qu'ils doivent revendiquer le droit d'être français et musulmans.* » Pour Nasser Ramdane Ferradj, fondateur du Collectif

des musulmans progressistes et laïques, Edwy Plenel « a façonné une jeune génération de journalistes en imprimant sur celle-ci l'idée que toutes les critiques de l'islam et des extrémistes de notre religion sont des attaques racistes contre tous les musulmans ». « Il épouse la stratégie de l'islam politique jusqu'à en devenir une pièce maîtresse pour son enracinement en France », accuse cet ancien vice-président de SOS Racisme.

Entre autres combats, le patron de Mediapart défend le voile islamique au nom d'une fidélité à une « laïcité originelle » qu'il oppose au « laïcisme », « cheval de Troie des discriminations ». La question du voile a suscité la naissance d'une étrange conception du féminisme, qui considère son port comme une « liberté ». Les figures de proue de ce mouvement sont Rokhaya Diallo, qui se définit elle-même comme « une féministe intersectionnelle et décoloniale », Sihame Assbague, ancienne porte-parole de Stop le contrôle au faciès et coorganisatrice du fameux « camp d'été anticolonial » interdit aux Blancs, ou encore Caroline de Haas. L'ex-directrice de campagne de l'écolo Cécile Duflot à la présidentielle a traité de « merde raciste » tous ceux qui ont eu le malheur de lier les agressions sexuelles du Nouvel An 2016 à Cologne à la

—> présence de migrants en Allemagne. Sur le même sujet, la députée France insoumise Clémentine Autain avait tweeté : « Entre avril et septembre 1945, deux millions d'Allemandes violées par des soldats. La faute à l'islam ? »

Comme Mediapart, *Libération* manifeste de la bienveillance vis-à-vis de ce nouveau « féminisme ». L'association Lallab, qui se définit comme « areligieuse, aconfessionnelle et apolitique », se fixe pour objectif de « lutter contre les préjugés sur les femmes musulmanes ». Préjugés dont l'association assure qu'ils s'exercent particulièrement à l'encontre des femmes voilées. Lallab a voulu étoffer son équipe en y intégrant des volontaires du service civique, ce qui a suscité une levée de boucliers d'associations de défense de la laïcité comme le Printemps républicain. La décision de confier des volontaires à Lallab a, du coup, été suspendue, ce qui a provoqué la fureur de l'islamosphère. *Libération* a accueilli une tribune de soutien à l'association qui dénonce chez les adversaires de Lallab « une intolérance, voire une paranoïa, qui s'exerce à l'égard d'une seule religion : l'islam ». Parmi les signataires de cette pétition, l'ex-candidat du PS à la présidentielle Benoît Hamon, l'écologiste Julien Bayou, porte-parole d'EELV, Pascal Boniface, Rokhaya Diallo, ou encore l'historienne Mathilde Larrère. Cette dernière, très présente sur les réseaux sociaux, avait déjà violemment reproché à Nicolas Sarkozy d'avoir déclaré en 2016 : « Quelle que soit la nationalité de vos parents, jeunes Français, à un moment où

vous devenez français, vos ancêtres, ce sont les Gaulois et c'est Vercingétorix. » « Chercher ce type d'origines fantasmées à la nation française a un sens historique », avait tempêté l'experte, tweetant dans un langage beaucoup moins châtié à propos de la formule de l'ex-président : « Tu crois avoir touché le fond et non le mec il creuse encore... C'est affligeant et très inquiétant. »

*Libération* s'est également illustré en publiant au lendemain des attentats de novembre 2015 une tribune intitulée « Nous sommes unis », signée par des responsables syndicaux ou religieux, mais surtout des dirigeants du CCIF et des militants réputés proches des Frères musulmans. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, l'a également signée. Cette publication a sonné le début de l'affrontement public entre Jean-Louis Bianco et Manuel Valls, alors Premier ministre, sous l'autorité duquel l'Observatoire de la laïcité est placé. Jean-Louis Bianco, qui s'inquiète davantage de la montée d'une éventuelle intolérance contre l'islam que des infractions à la laïcité commises par les tenants de l'islam politique, est contesté pour sa conception de la laïcité au sein même de l'organisme, dont plusieurs membres ont démissionné.

Au Bondy Blog, l'islamosphère n'est pas seulement bienvenue : elle est chez elle. Média en ligne créé en 2005 pendant les émeutes en banlieue pour faire parler des jeunes présentés comme privés de parole dans les médias officiels, le Bondy Blog a multiplié les dérives. Il a notamment accueilli de nombreux articles du blogueur Mehdi Meklat, auteur de tweets racistes, antisémites, homophobes et misogynes. « Fallait lui casser les jambes à ce fils de pute », a tweeté Meklat, sous le pseudonyme de Marcelin Deschamps, après qu'Alain Finkelkraut s'est fait insulter pour avoir voulu voir Nuit debout place de la République. Meklat n'est plus le bienvenu au Bondy Blog, de même qu'un autre de ses contributeurs, Badrouddine Saïd Abdallah, qui avait notamment tweeté : « Sans les Arabes nous n'aurions pas eu Mohamed Merah et Smaïn. RIP à eux. » Plus récemment, le Bondy Blog a mené ce qu'il a appelé une « contre-enquête » dans le bar-PMU de Sevran, en Seine-Saint-Denis, où France 2 avait filmé en décembre 2016 des réactions hostiles à la présence des femmes.

## LES POLITIQUES

En campagne pour la primaire « citoyenne » de la gauche, Benoît Hamon avait lui aussi critiqué ce reportage de France 2, où des hommes dont les visages n'étaient pas montrés expliquaient que les femmes n'avaient pas à se rendre dans les cafés. « Dans ce café, il n'y a pas de mixité, expliquait l'un d'eux. On est à Sevran, on n'est pas à Paris. » « C'est des mentalités dif-

*férentes. C'est comme au bled !* » ajoutait un autre. Dans un premier temps, Benoît Hamon avait cherché des justifications sociales plutôt que religieuses à cette misogynie, en assurant : « *Historiquement, dans les cafés ouvriers, il n'y avait pas de femmes.* » Puis il avait reconnu une « *maladresse* » et précisé : « *Ce que je voulais dire, c'est que le sexisme n'est pas l'apanage des musulmans.* »

Comme le souligne l'essayiste Caroline Fourest, Benoît Hamon a beaucoup varié dans ses positions sur l'islamisme. Ils ont mené ensemble une campagne de soutien à Ayaan Hirsi Ali, menacée de mort pour avoir écrit le court-métrage *Soumission* lorsqu'elle était députée néerlandaise. Son réalisateur Theo Van Gogh a été assassiné par un djihadiste néerlandais d'origine marocaine.

Mais pendant la campagne de la primaire, l'ancien ministre de l'Education avait choisi comme porte-parole Alexis Bachelay, l'un des rares élus à avoir participé à un dîner de gala annuel du CCIF. En janvier 2016, alors député PS des Hauts-de-Seine, il n'a pas hésité à inviter Yasser Louati, un porte-parole de l'association, à s'exprimer à Gennevilliers à la tribune d'une réunion publique consacrée à « la France face au terrorisme ». Proche de Pascal Boniface, qu'il a invité à son lancement de campagne, Benoît Hamon entretient des relations cordiales avec certains membres de l'islamosphère. En 2011, il s'est même rendu à la soirée annuelle des Y'a bon Awards.

Le parti créé par Emmanuel Macron pendant la campagne n'est pas exempt, lui non plus, d'affinités sulfureuses. Il a fallu que la presse s'empare du cas de Mohamed Saou, référent d'En Marche ! dans le Val-d'Oise, pour que le candidat se résolve à mettre « *en réserve* » de ses fonctions cet adepte du « *Je ne suis pas Charlie* ». Jusqu'à une période récente, La République en marche comptait aussi dans ses rangs à l'Assemblée nationale un soutien dévoué du CCIF : M'jid El Guerrab. Connu pour avoir agressé à coups de casque de moto un cadre du PS en août dernier, il avait signé en 2015 une lettre ouverte au premier secrétaire de l'époque, Jean-Christophe Cambadélis, pour défendre la présence de Corinne Narassiguin au dîner de gala du CCIF en tant que porte-parole du PS. M'jid El Guerrab a démissionné de LREM après avoir été mis en examen pour « *violences volontaires avec arme* », mais est toujours député.

La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon pratique la collusion avec l'islamosphère à bien plus grande échelle (*lire aussi l'interview de Manuel Valls p. 58 à 60*). La députée de Paris Danièle Obono, l'une de ses élues les plus emblématiques, s'exprime sur le sujet tous les jours ou presque. La se-

maine dernière encore, elle a déclaré sur BFMTV : « *Un agent de la RATP qui refuse de conduire un bus après une femme, est-ce que c'est le signe d'une radicalisation ? Non, c'est le signe d'un préjugé contre les femmes* ». Jean-Luc Mélenchon, qui se targue toujours d'être un républicain, la défend systématiquement. Son argument ultime contre tous ceux qui s'inquiètent de la montée de l'islam politique : « *Foutez-nous la paix avec les religions !* »

A la gauche de la gauche, les ralliements aux thèses en vogue dans l'islamosphère sont légion. Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot et de Philippe Poutou y adhère en bloc, en pratiquant lui aussi l'« *intersectionnalité* » des luttes, par exemple pour le voile islamique - une candidate voilée avait porté les couleurs du NPA aux régionales en 2010 - et contre les violences commises par des policiers, que Philippe Poutou a proposé de désarmer. En mars 2015, à Saint-Denis, le NPA a tenu avec des associations musulmanes et des représentants du PCF et d'Attac, mouvement altermondialiste, un « *meeting contre l'islamophobie et le climat de guerre sécuritaire* ». Le Parti des Indigènes de la République (PIR) y participait également. Ce groupuscule est surtout connu grâce à Houria Bouteldja, sa porte-parole, qui accuse l'Etat français d'être néocolonialiste, raciste et islamophobe. En novembre 2011, elle a cosigné un manifeste dénonçant le soutien exprimé à *Charlie Hebdo* après l'incendie de ses locaux.

Le PIR n'a aucune implantation locale et son influence est dérisoire, comparée à celle de la myriade d'associations islamistes qui, sous couvert d'action sociale, quadrille la France. Le député du Val-d'Oise, que l'interdiction du cumul des mandats a contraint à quitter cette année son fauteuil de maire de Sarcelles, affirme que des « *réseaux salafistes* » ont tenté d'infiltrer plusieurs villes du département. « *Ça a commencé par du soutien scolaire dans une maison de quartier, puis dans une MJC, puis ils ont présenté des candidats aux élections de délégués de parents d'élèves* », énumère-t-il. Finalement, au second tour des législatives, François Pupponi a dû affronter Samy Debah, fondateur du CCIF, qui s'est présenté comme candidat « *indépendant* ». Qu'il a battu largement, bien que selon lui, la candidate de La France insoumise ait appelé à voter « *contre Pupponi* ». « *Ce qu'on appelle l'"islamo-gauchisme", je l'ai vécu en direct* », soupire le député socialiste. Il ne sera sans doute pas le dernier à faire cette expérience.

■ JUDITH WAINTRAUB AVEC VINCENT NOUZILLE